

LE PARI DE L'ENRS 2015 : le tout numérisé !

Un échéancier inévitable. En 2015, l'Entreprise nationale de radiodiffusion sonore (ENRS) n'aura d'autre alternative que d'être conforme aux normes de la numérisation.

Premier partenaire de cette opération, l'Union européenne de radio-télévision (UER). Une action pour un plan d'urgence, un séminaire est organisé par l'ENRS en collaboration avec l'Entreprise de télédiffusion (TDA) pendant deux jours à l'hôtel El-Djazair.

C'est sous le slogan «La radio numérique, le pari de l'avenir», que les premiers travaux ont débuté hier matin en présence de nombreux experts nationaux et internationaux. Des experts qui se chargeront tous, au cours de cette matinée, de faire un état des lieux des structures et infrastructures de la Radio nationale réparties à travers le territoire national.

Première étape de ce projet, annoncé par Mohamed Demil, assistant du directeur général de l'ENRS et chargé de la numérisation : «Remplacer la totalité des équipements analogiques de studio, de reportage et de transmission par des équipements entièrement numérisés.» Une opération qui a débuté, selon M. Demil, en 2000.

Au-delà de ses six programmes nationaux et thématiques, la Radio algérienne comptera à son actif dès la fin de l'année, 48 radios régionales. Ce qui l'amènera à totaliser 55 radios, lesquelles, nous dit-on, seront interconnectées à travers un réseau WAN (wide area network). A cela, s'ajouteront tous les centres techniques extérieurs et les structures administratives.

Deuxième étape de ce processus : la formation. C'est donc une mise à niveau et un recyclage global de l'ensemble des personnels de l'ENRS qui s'imposent.

Ces formations concerneront essentiellement l'initiation à l'informatique, la gestion et la maintenance des réseaux, la gestion des archives sonores et leur restauration, le journalisme électronique, le montage numérique et les effets spéciaux, les techniques de transmission IP... Ce processus se prolongera avec, notamment, la mise en place en mai 2009 d'un réseau d'entreprises au niveau du siège de la Radio nationale.

Cette troisième étape consistera en la fourniture, l'installation et la mise en service d'un réseau informatique. Pour des raisons de sécurité, ce réseau sera constitué de deux branches indépendantes, l'une dédiée à l'audio (news, archives sonores,...), l'autre à la bureautique (téléphonie, Internet, données administratives...).

Autre étape de ce projet, la réalisation d'un réseau national WAN, basé sur la technologie IP, qui sera destiné à relier en temps réel, avec un minimum de délais, toutes les structures de la Radio nationale avec le siège central et entre elles.

Samira Hadj Amar

OUVERTURE DE LA SESSION DE PRINTEMPS AU PARLEMENT

Plaidoyer contre l'abstention

L'issue de la présidentielle ne faisant plus aucun doute, la seule inconnue reste, pour le moment, le score que réalisera le président-candidat.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - C'est du moins le sentiment livré par le président de l'APN qui, du haut de son perchoir, n'a pas hésité à faire le décompte des réalisations faites par Bouteflika ; lesquelles réalisations se poursuivront «lors du prochain mandat».

Si le nom du prochain locataire d'El-Mouradia est donc connu d'avance, le président de l'APN a, cependant, des craintes quant à la participation à la présidentielle. Son discours prononcé hier à l'occasion de l'ouverture de la session de printemps s'est transformé en plaidoyer contre l'abstention.

Le numéro un de l'APN, s'adressant au «peuple», a estimé que le vote est un «acte citoyen» dont il ne faut pas se dérober. Ziari appelle les élus, les partis et les organisations de masse à se mobiliser pour



Ziari appelle à la mobilisation.

«la réussite des élections» considérant que rien ne peut justifier l'abstention.

Ce discours, se voulant culpabilisant a également été adopté par le président du Conseil de la nation. Bensalah, prenant le relais de Ziari, a indiqué, pour sa part, que la participation à l'opération de vote est «un droit et un devoir qui

incombent à tout citoyen et citoyenne et que toute négligence ou abstention d'accomplir ce devoir est, sans aucun doute, une position contraire à l'esprit de citoyenneté et à l'orientation démocratique que le peuple a adoptée comme choix constant», ajoutant qu'il est utile de «rappeler l'importance de cette opération et son

caractère sensible et d'encourager le citoyen à y participer et à exprimer sa position explicitement afin d'éviter les conséquences de la précédente expérience qui, a-t-il dit, a eu des impacts catastrophiques, en raison de la négligence et de l'abstention, et dont le pays a payé le prix fort».

N. I.

ENGAGEMENT DE 150 MILLIARDS DE DOLLARS SUR 5 ANS

Le développement infrastructurel, seul bénéficiaire ?

Le développement infrastructurel devra-t-il être l'unique bénéficiaire de l'argent public (150 milliards de dollars devant être engagés durant les cinq prochaines années) ou devra-t-il en bénéficier au même titre que la mise à niveau des «cerveaux» et le développement des PME ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Un colloque algéro-franco-québécois sur l'entreprenariat et la PME algérienne face au défi de la mondialisation aura lieu, aujourd'hui et demain, à l'hôtel Hilton. Ce colloque est organisé, sous l'égide du ministère de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat, par l'Institut international de management (Insim), le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et des universités de Paris, Montpellier (France) et du Québec.

A cette occasion, le Centre des études stratégiques du quotidien arabophone *Echaâb* a invité, hier, certains participants à ce colloque à débattre du triptyque : mondialisation, crise financière et développement des PME. Abordant la gestion de la crise financière par les pays du Sud, l'universitaire français, chercheur à Paris Sorbonne, Léo Dayan, a appelé à valoriser les déchets pour en faire un levier de création de richesses au niveau local.

Néanmoins, il a estimé que le retour de l'Etat constitue un leurre et ne fait qu'aggraver la crise. Quant à l'universitaire québécois, André Joyal, qui a minimisé de l'impact de la crise économique mondiale sur l'économie québécoise, il a estimé que l'Etat a «toujours» son rôle à jouer et doit «faire le ménage» pour améliorer l'environnement des PME dont le

rôle demeure crucial. Evoquant justement les petites et moyennes entreprises, l'universitaire français, Olivier Torrès, a estimé qu'elles sont davantage «patriotes» que les grandes entreprises et «ancrées dans leurs territoires».

Cela étant, il a surtout proposé l'élaboration d'un classement comparatif des villes au niveau maghrébin, voire en Algérie, selon le degré de développement de l'entreprenariat, mise à niveau et appui aux entreprises, à l'instar de ce qui se fait en France.

Lui répondant, l'universitaire et économiste algérien, le P-dg de l'Insim, Abdelhak Lamiri, a indiqué qu'un travail en ce sens a été déjà effectué par le Centre de recherches et études appliquées au développement (Cread). Selon le classement du Cread, les villes de Bejaïa et Tlemcen viennent en tête en termes de création et développement des PME, la capitale occupant le milieu du tableau. Néanmoins, Abdelhak Lamiri a estimé qu'en matière de développement des petites et moyennes entreprises, l'Algérie reste en retard par rapport à ses voisins.

Relevant la persistance d'une culture favorable aux grandes entreprises, le P-dg de l'Insim a indiqué que les financements bancaires sont dédiés, entre 40 et 45 %, à des entreprises



Mustapha Benbada, ministre de la PME et de l'Artisanat.

publiques à capacité réduite de remboursement, et entre 5 et 9 % aux petites et moyennes entreprises même si le fort taux de mortalité des PME reste normal, selon lui, dans le contexte d'«apprentissage».

Toutefois, Abdelhak Lamiri a tenu à observer qu'injecter encore de l'argent dans le développement infrastructurel (150 milliards de dollars durant les 5 prochaines années) reste inopérant. Car, selon lui, tant que les fondamentaux de base de l'économie n'existent pas effectivement et que les instruments de régulation

manquent d'efficacité, vouloir faire du keynésianisme en Algérie relève quasiment de l'impossible.

Pour cet universitaire, il s'agit plutôt d'investir dans l'«intelligence économique», de mettre à niveau le système de formation et de mettre en place une «institution cerveau» dans cette optique. Dans ce sens, Abdelhak Lamiri a suggéré d'investir 30 à 40 milliards de dollars dans le développement infrastructurel et autant, sinon davantage, dans la mise à niveau des «cerveaux» et des institutions.

C. B.